

A11D421
E88
1995/96
2
QL
P. gouv.

Ministère du Conseil exécutif

DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

**Questions générales
de l'Opposition officielle**

**ÉTUDE DES CRÉDITS
1995-1996**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 1- Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.

Québec, 1e 28 mars 1995

Secrétaire général associé
Michel Carpentier
Sec: Odette Lefebvre

Chargé de mission
Xavier Fonteneau
Sec: Diane Lamothe

Adjoint exécutif
Philippe Vaillancourt
Sec: Odette Lefebvre

**Direction des politiques
et ententes gouvernementales**
Directeur: Serge Doyon
Sec: Diane Lamothe

Directeur adjoint
Lawrence Desrosiers
Sec: Diane Lamothe

**Direction des opérations
et des services**
Directeur: Philippe Vaillancourt
Sec: Odette Lefebvre

**Coordination opérationnelle
et de concertation**
Professionnel: Adrien Nadeau
Sec: Marjolaine Beaulieu

**Réception et
téléphonie**

Elaboration de politiques	Ententes gouvernementales	Perspectives et évaluation	Relations Canada-Québec
Professionnels Brigitte von Schenckberg Jacques Hamel Réjean Marinette	Professionnels Pierre Cauchon Sonia Léveillé Richard Gossy Jean Couture	Professionnels Louis Marie Bouchard Jean-Claude Joy-Rayon Michel Therrien	Professionnels André Jacob Michel Goudreau
Personnel de soutien Claudine Lamothe	Personnel de soutien Claudine Lamothe Micheline Labrecque	Personnel de soutien Micheline Labrecque	Personnel de soutien Claudine Lamothe

Planification budgétaire	Opérations régionales, Fonds conjoncturel et administration des prêts	Ressources humaines et matérielles Administration courante	Communications	FAE et portefeuille PRECEP
Professionnels Jean-Marie Pelletier	Professionnels Alain Deschênes André Lachance Gilles Dugal	Professionnels Louise Clavet	Professionnels Gilles Lefebvre	Professionnels Denis Dubois
Personnel de soutien Nicole Chabot Martine Pichette	Personnel de soutien Nicole Chabot Jacqueline Fortin Martine Pichette	Personnel de soutien Lise M.-Gagnon Joëlle Primeau	Personnel de soutien Marjolaine Beaulieu	Personnel de soutien Jacqueline Fortin

**Secrétariats régionaux au
développement des régions**

**Bureau des
délégués régionaux**

**Centre de gestion
des projets**

**Comité spécial d'initiative
et d'action du Grand
Montréal (COSIAGM)**

SECRÉTAIRES ADJOINTS AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

01 Bas Saint-Laurent

Bernard Dussault
337, rue Moreault
Rimouski (Québec)
G5L 1P4
(418) 727-3566
(418) 727-3576 Télécopieur

02 Saguenay/Lac Saint-Jean

Pierre Gauthier
3950, boul. Harvey
2e étage
Jonquière (Québec)
G7X 8L6
(418) 695-7970
(418) 695-7975 Télécopieur

03 Québec

France Boucher
875, rue Grande-Allée Est
Suite H-RC.01
Québec (Québec)
G1R 4Y8
(418) 643-4957
(418) 528-1410 Télécopieur

04 Mauricie/Bois-Francs

Robert De Nobile
100, rue Laviolette
4e étage
Trois-Rivières (Québec)
G9A 5S9
(819) 371-6617
(819) 371-6960 Télécopieur

05 Estrie

Jean-Paul Gendron
200, rue Belvédère Nord
4e étage, suite 4.05
Sherbrooke (Québec)
J1H 4A9
(819) 820-3155
(819) 820-3929 Télécopieur

06 Montréal

Jean-Pierre Nepveu
770, rue Sherbrooke Ouest, 4e étage
Édifice Mercantile
Montréal (Québec)
H3A 1G1
(514) 873-5845
(514) 873-3224 Télécopieur

07 Outaouais

Paul-André David
170, rue Hôtel-de Ville
Suite 7.120
Hull (Québec)
J8X 4C2
(819) 772-3038
(819) 772-3968 Télécopieur

08 Abitibi/Témiscamingue

Robert Sauré
180, boul. Rideau
Suite RC03
Rouyn-Noranda (Québec)
J9X 1N9
(819) 762-3561
(819) 797-1462 Télécopieur

09 Côte-Nord

Jacques Tremblay
625, boul. Laflèche
RC bur. 307
Baie-Comeau (Québec)
G5C 1C5
(418) 589-4345
(418) 589-5199 Télécopieur

Bureau local Sept-Îles

Jacques Tremblay
456, ave Arnault
Bureau 1.09
Sept-Îles (Québec)
G4R 3B1
(418) 962-5351
(418) 962-3038 Télécopieur

SECRÉTAIRES ADJOINTS AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

10 Nord-du-Québec

Robert Sauvé (par intérim)
180, boul. Rideau
Suite RC03
Rouyn-Noranda (Québec)
J9X 1N9
(819) 762-3561
(819) 797-1462 Télécopieur

12 Chaudière/Appalaches

Simon Chabot
700, ave Notre-Dame Nord
Suite D
Ste-Marie-de-Beauce (Québec)
G6E 2K9
(418) 387-6677
(418) 387-4037 Télécopieur

11 Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine

Claude Rioux (par intérim)
220, rue Commerciale Est
Case postale 1360
Chandler (Québec)
G0C 1K0
(418) 689-2019
(418) 689-4108 Télécopieur

Bureau local Iles-de-la-Madeleine

Claude Rioux (par intérim)
224, route Principale
C.P. 207
Cap-aux-Meules (Québec)
G0B 1B0
(418) 986-6023
(418) 986-5144 Télécopieur

13 Laval

Diane Gaudet
1555, boul. Chomedey
Suite 210
Laval (Québec)
H7V 3Z1
(514) 686-1428
(514) 686-9106 Télécopieur

14 Lanaudière

Gérald Durocher
138, rue Saint-Paul
Joliette (Québec)
J6E 5G3
(514) 752-6866
(514) 752-6877 Télécopieur

15 Laurentides

Jean-Guy Tremblay
85, rue De Martigny Ouest
Local 2.15
Saint-Jérôme (Québec)
J7Y 3R8
(514) 569-3126
(514) 569-3131 Télécopieur

16 Montérégie

Yvon Richer
201, Place Charles-Lemoyne
4e étage, local 4.05
Longueuil (Québec)
J4K 2T5
(514) 928-7643
(514) 928-7650 Télécopieur

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DEVELOPPEMENT DES REGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 2- Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :
- . tirage;
 - . coût;
 - . distribution;
 - . imprimeur;
 - . copie des publications parues depuis le 12 septembre 1994.

Québec, 1e 28 mars 1995

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

LISTE DE TOUTES LES PUBLICATIONS DU SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS (publications régulières, particulières ou occasionnelles)

Rapport annuel 1993-1994

- tirage : 600 exemplaires
- coût : 1 449,49 \$
- distribution : 300 exemplaires
- imprimerie : Les Publications du Québec

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

3- Liste des voyages hors Québec depuis le 1er avril 1994 :

- . endroit et dates du départ et du retour;
- . but du voyage;
- . personnes rencontrées;
- . coût;
- . noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
- . pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- . bilan et résultat des rencontres.

Réponse :

- Voyage effectué par monsieur Jocelyn Jacques à Lyon, du 25 novembre au 4 décembre 1994.
- Participer au colloque "Septièmes entretiens Jacques-Cartier".
- Congressistes et panélistes.
- 2 900 \$

Québec, 1e 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 4- Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :
- . les sommes dépensées pour l'exercice financier 1994-1995 et les prévisions pour 1995-1996;
 - . la ventilation des dépenses par type de média;
 - . les noms des fournisseurs;
 - . le but visé par chaque dépense.

Québec, 1e 28 mars 1995

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ EN 1994-1995

Dépenses réelles 1994-1995 109 123,98 \$

Ventilation des dépenses en 1994-1995 :

- ° hebdos régionaux 59 421,30 \$
- ° médias nationaux (revues, quotidiens, etc.) 49 702,68 \$

PRÉVISION DES DÉPENSES EN 1995-1996

Placement : 100 000 \$
Production : 5 000 \$
105 000 \$

OBJECTIFS

Faire connaître les programmes de création d'emplois mis de l'avant par le gouvernement du Québec dans le cadre de la stratégie gouvernementale en matière de développement régional, à savoir :

- . le Fonds d'aide aux entreprises;
- . le Fonds d'interventions régionales.
- . les Fonds d'investissement locaux gérés par les MRC;
- . les Fonds décentralisés de création d'emplois.

La publicité utilise de façon prépondérante les médias régionaux, ainsi que les cahiers spéciaux et les revues spécialisées dans le développement des régions.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 5- Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :
- . liste et coût;
 - . copie des soumissions;
 - . copie du questionnaire et du résultat.

Réponse:

Aucun sondage n'a été réalisé au cours de l'exercice 1994-1995 par le Secrétariat au développement des régions.

Québec, 1e 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 6- Liste des études commandées durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande du ministère ou de l'organisme :
- . liste et coût;
 - . copie des soumissions;
 - . copie des études.

Québec, le 28 mars 1995

Études financées par le SDR en 1994-1995 dans le domaine de la recherche.

- 1.- Mise à jour de la banque de données informatisées et des cartes correspondantes des découpages territoriaux du territoire de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec.

Coût : 5 000 \$

Organisme maître-d'oeuvre: Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

- 2.- Définition d'un modèle de concertation et de développement en matière d'arrimage des diverses opérations de planification stratégique en région.

Coût : 7 675 \$

Organisme maître d'oeuvre: Le groupe CFC de Ste-Foy

NOTE: Compte tenu que le montant de ces contrats est inférieur à 10 000 \$, il n'y a pas eu d'appel d'offre.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DEVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 7- Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1er avril 1994 au 31 mars 1995 en indiquant :
- . le nom du professionnel(le) ou de la firme;
 - . le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - . le coût.

Québec, 1e 28 mars 1995

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés
par le Secrétariat au développement des régions
pour les déplacements des délégués régionaux
du 21 octobre 1994 au 29 mars 1995

Nom	Période couverte	Montant du contrat
AGENCE DE SÉCURITÉ MIRADO	27 octobre 94 au 7 février 95	7 600,00 \$
CARDINAL MARIO	21 octobre au 28 novembre 94	719,40 \$
CORBEIL MARCEL	8 novembre au 11 décembre 94	205,00 \$
CÔTÉ JULIEN	2 décembre 94 au 9 mars 95	698,23 \$
SERVICES DE TAXIS ANDRÉ CYR	21 octobre au 16 décembre 94	4 050,00 \$
LAVERDURE CLAUDE	16 au 27 novembre 95	1 360,15 \$
PETTIT JEAN	6 novembre au 19 février 95	4 267,02 \$
TREMBLAY RICHARD	13 janvier au 18 mars 95	2 870,00 \$
TOTAL		21 769,80 \$

Québec, le 29 mars 1995

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AUX AFFAIRES RÉGIONALES
LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET
À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{er} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995**

NOMS	MANDAT	MONTANT
<u>CR 7100 SEC. AUX AFFAIRES RÉGIONALES</u>		
Communimage	Réaliser la conception graphique des annonces publicitaires dans le cadre des cahiers régionaux publiés dans le journal "Les affaires" du 4 mars au 10 juin 1995.	3 950,00 \$
E.N.A.P.	Session de perfectionnement pour les employés du SAR.	5 080,00 \$
Matte groupe conseil Inc.	Réalisation de travaux préparatoires portant sur le soutien à la PME dans le cadre du développement de relation d'affaires vers l'extérieur de la région de la Montérégie.	9 900,00 \$
Mono-Lino Inc	Réalisation de deux sorties velox de l'identification visuelle du Secrétariat au développement des régions	50,00 \$
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Faire la mise à jour de la banque de données informatisées et des cartes correspondantes des découpages territoriaux et des juridictions politico-administratives des organismes publics et parapublics.	5 000,00 \$
<u>CR 7102 - REGION SAGUENAY LAC ST-JEAN</u>		
Tremblay, Diane	Dactylographier à partir de cassettes-audio, le verbatim de la conférence biennale du 15 avril 1994.	
<u>CR 7110 - REGION ROUYN-NORANDA</u>		
Traductions Papyrus	Traduire du français à l'anglais des documents de plusieurs natures et présenter les documents sous une forme se rapprochant le plus de la version française.	5 000,00 \$
<u>CR 7114 - RÉGION LANAUDIÈRE</u>		
Pierre Jacques, graphiste	Réalisation de trois cartes géographiques localisant les bureaux du gouvernement provincial dans la région de Lanaudière	379,05 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 8- Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1er avril 1994, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

Réponse :

Aucun contrat n'a fait l'objet d'un versement supplémentaire.

Québec, 1e 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 9- Le montant, pour l'année 1994-1995, de chacune des dépenses suivantes :
- . la photocopie;
 - . la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - . le remboursement des frais de transport;
 - . le remboursement des frais d'hébergement;
 - . le remboursement des frais de repas;
 - . l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.

Québec, 1e 28 mars 1995

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

DÉPENSES 1994-1995

PHOTOCOPIE	50 375.71\$
TÉLÉCOPIE	Budget du SDR assumé par le Ministère du Conseil Exécutif
TRANSPORT	Budget du SDR assumé par le Ministère du Conseil Exécutif
HÉBERGEMENT & REPAS	Budget du SDR assumé par le Ministère du Conseil Exécutif
DIVERS	Budget du SDR assumé par le Ministère du Conseil Exécutif
CONGRÈS, COLLOQUES ET SESSIONS DE PERFECTIONNEMENT (Au Québec)	Le plan de développement des Ressources humaines du SDR démontre des dépenses de 66 231.00\$
PERFECTIONNEMENT (Hors Québec)	Aucune dépense

Dépenses au 28 février 1995.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 10- Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1994-1995 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?
- . Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporation professionnelle (en indiquant le nom des clubs ou la corporation professionnelle)?

Réponse:

NOMBRE PERSONNE	FONCTION	COÛT	ASSOCIATION
1	Secrétaire général associé Monsieur Jocelyn Jacques	95.00\$	Membership Institutionnel au World Future Society

Québec, le 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 11- Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc..) pour 1994-1995 ainsi que les prévisions pour 1995-1996. Pour chaque catégorie indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

Québec, le 28 mars 1995

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 884

QUESTION: 11

PROGRAMME 04

UNITÉ ADMINISTRATIVE: *SECRETARIAT AU DEVELOPPEMENT DES REGIONS*

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN										PERSONNEL FÉMININ										NOMBRE TOTAL	
	COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPÉS		AUTOCHTONES		TOTAL		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPÉS		AUTOCHTONES		TOTAL			
	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O
HORS-CADRES									14										2		16	
CADRES									18												18	
PROFESSIONNELS	4	1							58	8									12	3	70	11
FONCTIONNAIRES																			36	9	36	9
OUVRIERS																						
GRAND TOTAL	4	1							90	8									50	12	140	20

Statistiques en date du 1er avril 1994

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 12- À chacun des mois des deux derniers exercices budgétaires (1993-1994 et 1994-1995) pour chaque ministère et organisme :
- . nombre de jours total de congé de maladie pris par le personnel;
 - . nombre d'heures de travail supplémentaires totales réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - . nombre de jours de vacances total pris par le personnel.

Québec, 1e 28 mars 1995

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL
ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles	97	76.5	198	993	769.5	138	74.5	42.5	93.5	160	153.5	123	2 919	
Heures supplémentaires compensées	63:45	53:00	23:45	23:30	3:00	3:15	38:30	25:45		16:30	182:15	67:00	500:15	13 419,24
Heures supplémentaires payées	8:30		87:15	159:45							144:30		400:00	10 886,61
Maladies	98	106.5	124.5	65.5	78.5	80	50.5	41	37.5	58.5	48	14	802.5	

31 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DEVELOPPEMENT DES REGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 13- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1989-1990 :
- a) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix);
 - b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - d) nombre de postes par catégorie d'emploi
 - e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - f) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

Québec, le 28 mars 1995

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 884

QUESTION: 13

PROGRAMME 04

UNITÉ ADMINISTRATIVE: SECRETARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TACHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR A CELUI PRÉVU POUR LA TACHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRES DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
NORS CADRES	18			16		
CADRES SUPÉRIEURS	14			18		
CADRES INTERMÉDIAIRES						
PROFESSIONNELS	82	5	2	70	11	1
TECHNICIENS	6			8		
PERSONNEL DE BUREAU	38		1	28	9	5
OUVRIERS						
TOTAL	158	5	3	140	20	6*

Statistiques en date du 1er avril 1994

Les effectifs temporaires sont inclus dans le nombre de postes occupés (D)

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

14- Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1994-1995 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- la durée et la copie du bail.

Réponse :

Les seuls locaux que louent le Secrétariat au développement des régions sont contractés envers la SIQ.

Québec, le 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 15- La liste des contrats, quelque soit le montant, attribués en 1994-1995 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :
- le nom de la firme;
 - le mandat et le résultat du contrat;
 - la durée du contrat;
 - le coût du contrat.

Québec, 1e 28 mars 1995

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

LISTE DES CONTRATS SPÉCIFIQUES À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES

Groupe Cartier

Production et réalisation de deux panneaux représentant le logo du Secrétariat au développement des régions	360 \$
---	--------

Communimage

Conception et mise en page d'une annonce dans les cahiers spéciaux publiés par le journal "Les Affaires" pour les régions de la Montérégie, de l'Estrie et de l'Outaouais.	950 \$
--	--------

Mono-Lino inc.

Réalisation de velox à l'identification visuelle du Secrétariat au développement des régions	50 \$
--	-------

Note: De façon générale, un délai de dix jours ouvrables est accordé pour la réalisation des contrats de service.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

16- La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1994-1995 en indiquant :

- la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
- le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
- pour l'année 1995-1996, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

Réponse :

Ne s'applique pas aux activités du Secrétariat au développement des régions.

Québec, le 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 17- a) Liste du personnel du cabinet du ministre en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel politique qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1994-1995.
- c) Le nombre total d'employés au cabinet.

Réponse:

Les informations concernant le personnel du cabinet du ministre seront fournies dans le cadre de l'étude des crédits du ministère des Affaires Municipales.

Québec, le 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DEVELOPPEMENT DES REGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 18- a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel politique qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1994-1995.
- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

Québec, 1e 28 mars 1995

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 884

QUESTION: 18

PROGRAMME: 04

UNITÉ ADMINISTRATIVE: SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

A)

NOMS	DATE ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE	PORT D'ATTACHE (ADRESSE)	CLASSIFICATION	TRAITEMENT \$
Jacques, Jocelyn	92.04.06	94.09.28	Secrétaire général associé	875, Grande Allée Est Québec	617.00	114 095,00
Carpentier, Michel	94.09.28		Secrétaire général associé	875, Grande Allée Est Québec	617.00	110 086,00

B) 112 687,99 \$

C) 1

Statistiques au 1er avril 1994

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DEVELOPPEMENT DES REGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 19- Liste des subventions données en 1994-1995 à même le budget discrétionnaire du ministre en indiquant :
- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
 - le coût.
 - le mandat et le résultat.

Québec, 1e 28 mars 1995

**CONSEIL EXECUTIF – DEVELOPPEMENT DES REGIONS
FONDS CONJONCTUREL DE DEVELOPPEMENT**

**RESERVE DISCRETIONNAIRE DU MINISTRE DELEGUE
AU DEVELOPPEMENT DES REGIONS**

PROGRAMME 07 – ELEMENT 02 EXERCICE FINANCIER 94–95

DESCRIPTION DES PROJETS	DEPENSES
TOURISTICOM	2 000,00
VILLE DE TERREBONNE – DOSSIER SENTIER PEDESTRE	6 000,00
FEDERATION QUEBECOISE POUR LE SAUMON ATLANTIQUE	3 000,00
COLLOQUE DES MAIRES 1994	5 000,00
CONSEIL REGIONAL DE CONCERTATION & DEV. DE LA REGION DE QUEBEC	5 000,00
FONDATION DE L'ENTREPRENEURSHIP	3 000,00
FEDERATION DES FEMMES DU QUEBEC	3 000,00
REGROUPEMENT DES CENTRE DE FEMMES DU QUEBEC	5 000,00
UNION DES MUNICIPALITES REGIONALES DU QUEBEC	20 000,00
LA MAISON DE CHAMBRE L'ESPERANCE	5 000,00
SOLIDARITE RURALE DU QUEBEC	3 000,00
LA GALVAUDE	3 000,00
OPERATION ENFANT SOLEIL	10 000,00
LA MAISON DES REGIONS DU QUEBEC	6 000,00
CLUB DES COUREURS SUR ROUTE DE MONTREAL	10 000,00
VOILE INTERNATIONALE QUEBEC – PORT DE QUEBEC	5 000,00
CENTRE DE FEMMES MARIE–DUPUIS	8 000,00
ASSOCIATION TOURISTIQUE REGIONALE DE DUPLESSIS	10 000,00
CLUB DE SKI DE FOND – CHALET DU PONT ROUGE INC.	49 000,00
AUGMENTATION DE LA RESERVE	
LES EDITIONS DU MONT–ROYAL	40 000,00
GALLAYAN AVENTURE INC.	15 000,00
CENTRE REGIONAL D'ENTREPRENEURSHIP	40 000,00
LES VOLONTAIRES	10 000,00
LES SECOND'ERES	2 000,00
CANARDS ILLIMITES CANADA	800,00
GARDERIE DES PRAIRIES	10 000,00
CENTRE D'HEBERGEMENT L'ENTRE–TEMPS INC.	13 000,00
LES ETATS GENERAUX DU PAYSAGE QUEBECOIS	20 000,00
MUNICIPALITE DE GRENVILLE	30 000,00
MUNICIPALITE DE ST–CHARLES–BORROMEE	45 000,00
CENTRE PLEIN AIR DU 3E AGE D'ALMA INC.	20 000,00
MRC TEMISCAMINGUE	33 000,00
VILLE DE ST–ROMUALD	35 000,00
LA CORPORATION PROJET EN TETE INC.	9 000,00
MUNICIPALITE COLRIDORME	35 000,00
LES EDITIONS DU FLANEUR	15 000,00
RECONSTRUCTION DU PONT FERNAND–BOIS	40 000,00
CATHÉDRALE DE JOLIETTE	5 000,00
FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL	50 000,00
LES CONCERTS D'ÉTÉ POPULAIRE DE LANAUDIÈRE	10 000,00
FONDATION ARTISTIQUE	9 500,00
COMMISSARIAT GÉNÉRAL DES CÉLÉBRATIONS DE L'AVIATION CIVILE	25 000,00
VILLE DE CARLETON	9 000,00
SOLIDADITÉ RURALE DU QUÉBEC	47 000,00
MUNICIPALITÉ DE SAINT–JOACHIM DE SHEFFORD	40 000,00
CORPORATION MUNICIPALE VILLAGE SAINT–JOSEPH–DE–LA–RIVE	5 000,00
MRC CHARLEVOIX	50 000,00
OPÉRATION ENFANT SOLEIL	40 000,00
UNION DES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉS DU QUEBEC	20 000,00
AU JAL A CHEVAL INC.	15 000,00
MRC RIMOUSKI–NEIGETTE	5 000,00

**CONSEIL EXÉCUTIF – DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
FONDS CONJONCTUREL DE DÉVELOPPEMENT**

**RÉSERVE DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ
AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS**

PROGRAMME 07 – ÉLÉMENT 02 EXERCICE FINANCIER 94–95

DESCRIPTION DES PROJETS	DEPENSES
LE COMITE D'ANIMATION FAMILIALE DE LA ZONE VALENTINE–LUPIEN	500,00
COMITE INFIRMIERS & INFIRMIERES AUXILIAIRES CENTRE HOSPITALIER COMTOIS	1 000,00
MUNICIPALITE DE LA PAROISSE DE SAINT–BARNABE	3 000,00
TELETHON DES ETOILES	2 000,00
SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX–ROUGE	1 000,00
LA FEDERATION DES GARDES PAROISSIALES INC.	2 000,00
ASSOCIATION DES AMATEURS D'HIRONDELLES DU QUEBEC	3 000,00
ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES DU LAC BELL INC.	500,00
ASS. PROVINCIALE DES TRAPPEURS INDEPENDANTS–SECTEUR MAURICIE–BOIS–FRANCS	500,00
CELLULE ALBATROS 04 DE LOUISEVILLE	1 500,00
ASSOCIATION DE BASEBALL MINEUR DE TROIS–RIVIERES OUEST	1 000,00
FORUM POUR JEUNES CANADIENS	750,00
SEMINAIRE SAINT–ALPHONSE	10 000,00
LA CORPORATION DU CENTRE AGRONOMIQUE DE SAINTE–CROIX	10 000,00
CENTRE DE BENEVOLAT DU TROIS–RIVIERES METROPOLITAIN INC.	2 500,00
CHEVALIERS DE COLOMB DE SAINT–JUSTIN	750,00
CLUB DE PATINAGE ARTISTIQUE DE LOUISEVILLE	1 000,00
CLUB DE PETANQUE DE MASKINONGE	500,00
CLUB RICHELIEU DE LOUISEVILLE	2 000,00
CLUB DE VELO DE MONTAGNE DE BROMONT	1 000,00
CONSEIL DE L'AGE D'OR INC.	2 000,00
CORPORATION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA MRC MASKINONGE	10 000,00
CORPORATION RECREO–TOURISTIQUE DE SAINT–ETIENNE–DES–GRES	3 000,00
EL REFUERZO	500,00
FESTIVAL DES NATIONS	2 500,00
FESTIVAL INTERNATIONAL DE RAGTIME DE MASKINONGE	2 000,00
FONDATION DES AMIS DE CHAVIGNY	1 000,00
FONDATION FETE D'ENFANT DEDE INC.	2 500,00
FONDATION GILLES–LEBLANC	10 000,00
SALON INTERNATIONAL PEPSI JEUNESSE	1 000,00
FEDERATION QUEBECOISE DE LA FAUNE	10 000,00
MAISON LUDOVIC	5 000,00
MAISON RESO DE LA MAURICIE INC.	5 000,00
OPTIMISTE DE LOUISEVILLE	500,00
RESIDENCES DU FLEUVE	10 000,00
RESSOURCE GENESIS	1 000,00
SEIGNEURS DE POINTE–DU–LAC	10 000,00
SERVICE PREVENTION SUICIDE	1 000,00
SCSP – SECTION MAURICIE	1 000,00
CARREFOUR DES ARTS DU CIRQUE DE LEVIS	5 000,00
ECOLE SECONDAIRE D'ESCALE	300,00
SOCIETE D'HISTOIRE DE LOUISEVILLE	3 000,00
CONSEIL D'INTERVENTION POUR L'ACCES DES FEMMES AU MARCHE DU TRAVAIL	300,00
CLUB OPTIMISTE DE GATINEAU	3 500,00
FESTIVAL DE LA GALETTE DE SARRASIN INC.	10 000,00
FESTIVAL DES AMUSEURS PUBLICS	5 000,00
MULTI–SPORTS 94	1 000,00
PAVILLON DU NOUVEAU POINT DE VUE	10 000,00
FEDERATION DES GARDES PAROISSIALES INC.	1 000,00
UNION REGIONALE DE LA MAURICIE DES GARDES PAROISSIALES	2 000,00
AFEAS SAINT–LEON – REGION DE LA MAURICIE	2 000,00

**CONSEIL EXÉCUTIF – DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
FONDS CONJONCTUREL DE DÉVELOPPEMENT**

**RÉSERVE DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ
AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS**

PROGRAMME 07 – ÉLÉMENT 02 EXERCICE FINANCIER 94–95

DESCRIPTION DES PROJETS	DEPENSES
CENTRE D'AIDE AUX ENTREPRISES DE LA MRC DE MASKINONGE	2 000,00
LES AMBASSADEURS DE LEVIS	2 000,00
BUREAU QUEBECOIS DE L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE	2 000,00
FABRIQUE DE LA PAROISSE DE ST-REMI-DE-TINGWICK	2 000,00
CENTRE INTERPR. BATTURES & REHABILITATION DES OISEAUX ST-FULGENCE	1 000,00
CENTRE PLEIN AIR VILLE-JOIE DU LAC ST-PIERRE	1 500,00
CHEVALIERS DE COLOMB DE TROIS-RIVIERES OUEST	1 000,00
CLUB MOTONEIGE ARMONY INC.	5 000,00
COMITE DES ORGANISMES DE LA MINERVE	1 000,00
EDITIONS COMMUNICA	2 500,00
FONDATION COMTOIS	750,00
JUMELAGE ST-ELIE	1 000,00
OPTIMISTES DE VAL BELAIR	1 000,00
P.A.I.I. INC.	500,00
PROJET PARC-REAL-SAINT-ONGE	2 000,00
LES REGATES DE VALLEYFIELD	2 000,00
TIMBRES DE PAQUES	1 000,00
ACCUEIL ALLEGRO INC.	2 500,00
PAVILLON ST-ARNAUD INC.	2 000,00
CLUB DE TIR DU CAP INC.	500,00
VILLA DU JARDIN FLEURI	2 000,00
ASSOCIATION MARIE-REINE	2 000,00
ASS. CANADIENNE DE L'ATAXIE DE FREIDREICH	1 000,00
PAVILLON VILLE-JOIE ST-DOMINIQUE	500,00
CONFERENCE DE BASEBALL RURAL DE LA MAURICIE INC.	5 000,00
SERVICE D'INCENDIE ST-ALEXIS-DES-MONTS	2 500,00
FONDATION ARMAND-FRAPPIER	300,00
GROUPE BROWNSEA	400,00
JEUNESSE CANADA MONDE	500,00
MUNICIPALITE DE ST-LEON-LE-GRAND	500,00
OMNIUM PAUL BROUILLARD	3 500,00
CENTRE D'INITIATIVE POUR L'EMPLOI DANS LOTBINIERE-OUEST	2 000,00
MAISON DE JOB	2 000,00
CAMP D'ETE POUR JEUNES DIABETIQUES DE L'EST DU QUEBEC INC.	500,00
FONDATION GERARD-D. LEVESQUE	2 500,00
LE THEATRE DU GROS MECANO	500,00
PECHE EN VILLE (1994) INC.	5 000,00
ASSOCIATION "ESPOIR DE VIE - APOR" INC.	500,00
HOCKEY MAURICIE INC.	1 500,00
EPILEPSIE MAURICIE BOIS-FRANCS	750,00
LES PARENTS PARTENAIRES INC.	2 000,00
RENDEZ-VOUS FEMININS	1 500,00
ASSOCIATION DES ANCIENS DU HMCS QUEBEC	2 000,00
AUGMENTATION DE LA RESERVE	
DOMAINE DU LAC OUELLET	1 000,00
CLUB CAR-CAMP DE BERTIER	5 000,00
CLUB DE MOTONEIGE SAINT-COME INC.	8 000,00
COMMISSION INDUSTRIELLE FORESTVILLE INC.	2 000,00
FONDATION MARIE-LOUISE-CLARAC	2 000,00
JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DU COEUR-DU-QUEBEC	6 500,00
LE PRIX DU DUC D'EDIMBOURG SECRETARIAT/EST DU QUEBEC	500,00
VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-SOREL	1 500,00

**CONSEIL EXÉCUTIF – DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
FONDS CONJONCTUREL DE DÉVELOPPEMENT**

**RÉSERVE DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ
AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS**

PROGRAMME 07 – ÉLÉMENT 02 EXERCICE FINANCIER 94–95

DESCRIPTION DES PROJETS	DEPENSES
FORMOEIL OCULUS	1 000,00
ASSOCIATION MARIE REINE	3 000,00
ASSOCIATION DES POMPIERS VOLONTAIRES DE STE-BRIGIDE	2 000,00
ASSOCIATION DE LA RELEVÉ CINÉMATOGRAPHIQUE DU QUÉBEC	2 000,00
CAMP MUSICAL ASBESTOS INC.	6 000,00
CHOEUR BISAILLON INC.	1 500,00
CLUB DES MOTOMARINIERS	2 500,00
CLUB DE RINGUETTE FRANCHEVILLE INC.	300,00
COMITE DES JEUNES DE ROSEMONT INC.	10 000,00
LA DICTÉE P.G.L.	4 000,00
INSTITUT SECONDAIRE KERANNA	500,00
CLUB OPTIMISTE DE ST-ROCH DE L'ACHIGAN INC.	2 500,00
ORGANISATION DE VALLEYFIELD DES PERSONNES ATTEINTES DU CANCER	6 000,00
REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DES CALACS	1 500,00
RENDEZ-VOUS MONDIAL DE CERF-VOLANT	6 000,00
MARATHON DE MONTREAL	10 000,00
COMITE REG. DES ASS. POUR LA DEFICIENCE INTELLECTUELLE – REGION 06A	1 000,00
CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL 4220	7 500,00
CENTRE ROLAND-BERTRAND	5 000,00
SOBRIETE 24 HEURES GT-GABRIEL INC.	2 500,00
FONDATION JEAN-GUY ROY	750,00
CORPORATION "UN AUTRE PAS VERS L'ESPOIR"	200,00
ASS. DES ORG. ET PECHEURS DU POISSON DES CHENAUX RIV. STE-ANNE INC.	5 000,00
FABRIQUE DE LA PAROISSE ST-JOSEPH	5 000,00
FABRIQUE DE LA PAROISSE ST-LEON	10 000,00
INSTITUT QUÉBÉCOIS DU GOUT	1 000,00
SOBRIETE 24 HEURES ST-GABRIEL INC.	2 500,00
FESTIVAL DE L'ART VOCAL DE TROIS-RIVIERES	5 000,00
PARENTS ANONYMES	500,00
AUGMENTATION DE LA RESERVE	
MUNICIPALITE DE ST-ELIE-DE-CAXTON	10 000,00
ASSOCIATION DES SPORTS POUR AVEUGLES DE MONTREAL INC.	1 000,00
PAROISSE NOTRE-DAME-DES-ANGES	7 500,00
PRESBYTERE LAC-AUX-SABLES	7 500,00
FEDERATION DES CLUBS DE MOTONEIGISTES DU QUÉBEC	3 000,00
FONDATION MAURICE RICHARD	3 000,00
GALA DES CHEFS	2 000,00
SEMINAIRE ST-JOSEPH	3 000,00
CLUB DE MOTONEIGE SAINT-COME INC.	2 000,00
CLASSIQUE INTERNATIONALE DE CANOTS DE LA MAURICIE INC.	1 000,00
COMITE D'ECOLE DE SAINT-PAULIN	2 000,00
FABRIQUE DE SAINT-ALEXIS-DES-MONTS	5 000,00
SURETE DU QUÉBEC	1 000,00
TEL-JEUNES	500,00
CORPORATION RECREO-TOURISTIQUE DE ST-ETIENNE-DES-GRES	2 500,00
LA TABLE DES AMIS	2 000,00
PARC DES CAMPEURS DE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	2 000,00
PARLEMENT JEUNESSE REGIONAL DE LA MAURICIE	1 000,00
RESIDENCE LE PORTAIL	2 000,00
JEAN-TALON AAA - SOCCER CLUB DE QUÉBEC	750,00
CARREFOUR DE L'EMPLOI AIESEC LAVAL INC.	2 000,00
CENTRE DE REFERENCE DU GRAND MONTREAL	1 500,00

CONSEIL EXÉCUTIF – DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
FONDS CONJONCTUREL DE DÉVELOPPEMENT

RÉSERVE DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ
AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

PROGRAMME 07 – ÉLÉMENT 02 EXERCICE FINANCIER 94–95

DESCRIPTION DES PROJETS	DEPENSES
CENTRE D'ETAPE DU BASSIN DE MASKINONGE INC.	10 000,00
CLUB OPTIMISTE ST-LUC INC.	2 500,00
L'ARBRE DES OUBLIES	1 000,00
REGROUPEMENT PROV. DES MAISONS D'HEBERGEMENT & TRANS. FEMM.VICT.VIOL.CONJ.	500,00
ASSOCIATION DES RETRAITEES ET RETRAITES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC INC.	500,00
ASSOCIATION D'USAGERS DU LAC DU BARRAGE INC.	5 000,00
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES AINES DE GATINEAU	3 000,00
CENTRE MONSEIGNEUR PIGEON	2 000,00
ASSOCIATION MARIE-REINE - CERCLE 502 DE BELOEIL	6 000,00
CHEVALIERS DE COLOMB - CONSEIL 1887	5 000,00
LES DIABLOS DU CEGEP DE TROIS-RIVIERES	500,00
27E CONGRES INTERNATIONAL	1 500,00
AGE D'OR DE LEVIS	2 000,00
BIBLIOTHEQUE DE CHARETTE	250,00
CLUB DE TOUT TERRAIN ST-ELIE INC.	2 000,00
FESTIVAL DES NUITS D'AFRIQUE	3 000,00
FONDATION FOYER LAURENTIEN	2 000,00
MUNICIPALITE ST-LEON-LE-GRAND	350,00
SOCIETE D'HORTICULTURE JEAN RICHRD	5 500,00
TOURNOI NATIONAL DE HACKEY MIDGET DE TROIS-RIVIERES OUEST	300,00
FONDATION AMETHYSTE	2 500,00
CENTRE DES ARTS VISUELS	2 000,00
CHORALE CLE DE SOL	300,00
ESTIVAL JUNIART	500,00
FABRIQUE DE SAINT-PAULIN	5 000,00
FABRIQUE SAINT-SAUVEUR	3 000,00
PAROISSE ST-IGNACE-DE-NOMININGUE	5 000,00
TELETHON DE LA PARALYSIE CEREBRALE	2 000,00
FONDS D'EXPLORATION MINIERE DU BAS-SAINT-LAURENT	10 000,00
ASSOCIATION DES SERVICES D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRENEURS	1 000,00
FABRIQUE NOTRE-DAME-DES-NEIGES	3 000,00
FONDATION LITTLE BEAVER	5 000,00
TOURNOI JUNIOR PROVINCIAL DE TENNIS	500,00
O.T.J. DE SAINT-SEVERE	500,00
ORGANISATION DU HOCKEY MINEUR DE TROIS-RIVIERES OUEST	3 500,00
REGROUPEMENT D'ORGANISMES DE PROMOTION POUR PERSONNES HANDICAPEES	1 000,00
GUIDE CATHOLIQUE DU CANADA - DISTRICT DE TROIS-RIVIERES	2 500,00
CLUB DE VELO LA ROUE LIBRE DE LA MRC DE MASKINONGE INC.	1 000,00
CDE DE MASKINONGE	1 000,00
PAROISSE ST-THEOPHILE-DU-LAC	1 000,00
CLUB DE PLONGEE SOUS-MARINE DE GASPE INC.	1 500,00
AGE D'OR DE SAINTE-ADELE	1 000,00
CADET DE L'AIR - ESCADRON 226	1 000,00
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION	1 500,00
ESTIVAL JUNIART (ANNULE)	-500,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DEVELOPPEMENT DES REGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 20- Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1994-1995.

Québec, 1e 28 mars 1995

CRÉDITS PÉRIMÉS PAR PROGRAMME ET PAR ÉLÉMENT

EXERCICE 1994-1995

PROGRAMME 07, AFFAIRES RÉGIONALES

Élément 01

Secrétariat aux affaires régionales	0
-------------------------------------	---

Élément 02

Fonds conjoncturel de développement	743,1 \$
-------------------------------------	----------

Élément 03

Provision	100,0 \$
-----------	----------

Élément 04

Développement régional incluant :	3 540,0 \$
-----------------------------------	------------

- Fonds régional de développement
- Soutien au fonctionnement des corporations FAE
- Soutien à l'entrepreneurship
- Soutien au démarrage des SRI

Transfert de juridiction incluant :	42 874,6 \$
-------------------------------------	-------------

- Fonds décentralisé de création d'emplois
- Fonds d'investissements locaux
- Enveloppe supplémentaire FAE

Élément 05

Gestion des engagements antérieurs	89,8 \$
------------------------------------	---------

Incluant :

- Fonds des conférences socio-économiques
- MRC désignées
- Contrats de relance

ESTIMÉ DES CRÉDITS PÉRIMÉS AU 30-03-1995

47 347,5 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 21- La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1994-1995 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

Réponse :

Aucun transfert n'a été effectué.

Québec, le 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 22- La liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire du ministère ou de l'organisme pour l'année 1994-1995.

Québec, le 28 mars 1995

CONSEIL EXÉCUTIF – DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
FONDS CONJONCTUREL DE DÉVELOPPEMENT

RÉSERVE DISCRÉTIONNAIRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ

PROGRAMME 07 – ÉLÉMENT 02 EXERCICE FINANCIER 94–95

DESCRIPTION DES PROJETS	DEPENSES
SOCIETE D'EVENEMENTS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUEBEC	10 000,00
FEDERATION QUEBECOISE DE HOCKEY SUR GLACE	1 000,00
CORPORATION RETRO – ROCK '60 INC.	5 000,00
RES – O – UTAOUAIS INC.	5 000,00
MUNICIPALITE CANTON GUERIN	4 500,00
CORPORATION DU MOTEL INDUSTRIEL DE RIVIERE – DU – LOUP	10 000,00
ENTREPRENEURIAT LAVAL / MAISON EUGENE – ROBERGE	9 500,00
CORPORATION DU TERRAIN DE JEUX DE BIC	5 000,00
ASSOCIATION DU HOCKEY MINEUR DE HAUTERIVE INC.	5 000,00
TOUR DU SAGUENAY – LAC – SAINT – JEAN	10 000,00
SOCIETE DE DEV. & D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DE SACRE – COEUR INC.	10 000,00
FEDERATION QUEBECOISE DE HOCKEY SUR GLACE INC.	10 000,00
CENTRE D'ENTREPRENEURIAT ET DE PME	4 100,00
SEMINAIRE ENTREPRENEURSHIP	6 000,00
ASSOCIATION DES SERVICES D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRENEURS (SAJE)	2 000,00
GROUPE INNOVATION	1 000,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 23- Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.

Québec, 1e 28 mars 1995

PLAN STRATÉGIQUE DU GRAND MONTRÉAL

Suivi des mesures au 1^{er} janvier 1995¹

INTRODUCTION

Le Plan stratégique du Grand Montréal a été adopté par le gouvernement du Québec et rendu public le 17 décembre 1991. La troisième année de sa mise en oeuvre va bientôt se terminer.

Il y a d'abord lieu de rappeler l'objectif central du Plan stratégique. Il s'agit de rendre le Grand Montréal plus compétitif et de miser sur des produits et services des secteurs d'avenir pour lesquels il bénéficie d'avantages comparatifs et dont le développement repose, dans la plupart des cas, sur l'exportation.

Pour faciliter l'accès au rapport, nous avons suivi de très près la structure du Plan qui comporte quatre axes pour lesquels des objectifs ont été proposés. En découlent 39 mesures à géométrie variable et d'importance inégale.

1^{er} axe: Accroître la capacité d'innovation

La conquête des marchés mondiaux exige un accroissement significatif de la capacité d'innovation dans le Grand Montréal. Deux objectifs avaient été fixés: renforcer les composantes du processus d'innovation et multiplier les retombées des activités du secteur public sur le développement technologique des entreprises.

1 A Renforcer les composantes du processus d'innovation

Le Plan stratégique prévoyait la création de la Société Innovatech du Grand Montréal (mesure 01) dotée d'un budget de 300 M\$ sur cinq ans. La Société a été mise en place à la suite de l'adoption, le 22 juin 1992, d'un projet de loi par l'Assemblée nationale et de l'annonce, le 31 août suivant, du nom des membres du conseil d'administration.

La présidence du conseil est assumée par monsieur Lionel Hurbubise. Le président-directeur général de la Société est monsieur Bernard Coupal. Ce dernier est entré en fonction le 2 décembre 1992. L'effectif de la Société est de sept postes en incluant celui du président-directeur général.

La société participe au financement des initiatives retenues en collaboration avec d'autres partenaires, notamment le secteur privé et le gouvernement fédéral. Ce faisant, la société a développé un effet de levier de l'ordre de 5 pour ses investissements, ainsi pour chaque dollar investi par la Société, les autres partenaires en contribuent quatre.

¹ À moins d'indications contraires, l'information sur laquelle nous nous sommes basées porte sur la période se terminant le 31 décembre 1994.

Au 31 mars 1995, Innovatech avait reçu 513 projets, dont 46 n'ont pas été retenus, 34 ont été retirés, 269 refusés et 7 ont achoppés. 34 demeurent à l'étude et 47 sont en attente d'informations additionnelles aux demandeurs. Les engagements de la Société sont de l'ordre de 119 millions \$ dans 76 projets totalisant plus de 657 millions \$ soit en moyenne à la hauteur de 18 %.

	NOMBRE DE PROJETS	INVESTISSEMENT D'INNOVATECH	COUT TOTAL DU PROJET	EMPLOIS CRÉÉS
Projets annoncés	63	87 727 224 \$	508 278 500 \$	1 350
Projets non encore annoncés	2	3 700 000 \$	13 870 000 \$	55
Projets en négociation	11	27 165 000 \$	135 283 000 \$	289
TOTAUX	76	118 592 224 \$	657 411 500 \$	1 694

1 B Multiplier les retombées des activités du secteur public sur le développement technologique des entreprises.

Cet objectif comporte deux mesures. Le premier concerne l'utilisation des marchés publics (mesure 02) et vise à amener les institutions utilisatrices des innovations à employer des technologies québécoises et à promouvoir les exportations. Elles sont invitées à définir des objectifs de développement technologique et d'exportation de même qu'à adapter leurs politiques d'approvisionnement en conséquence.

La signature des accords de libéralisation des marchés publics avec le Nouveau-Brunswick et l'Ontario a remis en cause l'action gouvernementale dans ce domaine. Par ailleurs, avec la collaboration du MICST, un programme de propositions spontanées visant à stimuler le développement, la mise au point et la commercialisation d'innovations technologiques en soutenant financièrement leur introduction dans les marchés publics et para publics a été mise au point et doté d'un budget de 5 M\$. Pour l'exercice 94-95, onze des vingt-deux projets en provenance, notamment, du réseau de la santé, des sociétés d'État, des ministères et des organismes budgétaires ont été subventionnés. L'aide totale accordée est de l'ordre de 1,5 M\$

Un mémoire sur les modalités d'application de la politique d'achat reliée au développement technologique a été adopté par le gouvernement. On doit privilégier, notamment aux étapes de l'élaboration de projets et de la conception des plans et devis, les solutions qui maximisent les retombées technologiques au Québec. Le MAS et le MICST par l'intermédiaire de quatre comités de suivi sont intervenus dans quelque 160 projets d'acquisition pour s'assurer que les technologies et les produits québécois soient chaque fois considérés.

Dans le secteur de la santé, auquel le Plan stratégique accorde une importance particulière, nos échanges avec le MSSS donne des signes encourageants. Un projet de révision de la réglementation a fait l'objet d'une consultation intensive

auprès des partenaires du réseau et l'objectif était de procéder à sa mise en vigueur à l'automne de 94, cependant les accords multilatéraux intervenus avec l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, qui entreront en vigueur le 1^{er} septembre 1995, ont retardé la chose. Cette réglementation intégrera des mesures permettant de maximiser les retombées technologiques et économiques au Québec.

Le MSSS collabore à une vitrine technologique résultat du maillage d'Électromed Internationale de St-Eustache et l'Institut de cardiologie de Montréal qui se sont alliés pour montrer une technologie permettant l'archivage et le traitement des images cardio-vasculaires remplaçant des procédés de stockage des données sur film standard. Les deux partenaires ont aussi amorcé un programme de recherche et de développement. Bioma et l'hôpital Sacré-Cœur de Cartierville réalisent ensemble un projet de télémétrie cardiaque. D'autres projets de vitrines technologiques dans l'industrie médicale sont en développement avec l'Association québécoise des fabricants de l'industrie médicale (AQFIM).

La deuxième mesure de cet objectif concerne Hydro-Québec (mesure 03). Par ses achats annuels de biens et de services de 1,1 G\$ effectués auprès de fournisseurs localisés dans la région de Montréal et qui représentent 58 % de l'ensemble de ses acquisitions, la Société continue de favoriser le développement du Grand Montréal.

Depuis plusieurs années, Hydro-Québec s'implique dans diverses formes de collaboration avec des organismes externes dans une perspective de maillage industriel. Ainsi, pour commercialiser les produits technologiques issus de sa R et D, elle fait appel à la participation d'entreprises externes. Cette collaboration se fait essentiellement par le biais de deux véhicules: l'attribution de licences et la participation à de nouvelles filiales à vocation technologique par le biais de Nouveler.

L'implication d'Hydro-Québec dans la réalisation de l'autoroute électronique (projet UBI) constitue un exemple de maillage entre l'entreprise et les partenaires externes (Mitel, IBM et Comptel). Ce projet permettra la création d'une industrie de la domotique au Québec. L'entreprise prévoit dépenser 3,4 M\$ d'ici 1995 à ce titre.

2^e axe: Accélérer la modernisation de l'économie

Les sept mesures envisagées dans ce deuxième axe du Plan stratégique sont regroupées dans deux objectifs.

2 A Favoriser le développement de secteurs à haute valeur ajoutée et l'adaptation des industries traditionnelles

Trois mesures concourent à l'atteinte de cet objectif. La première mesure concerne le soutien au développement industriel (mesure 04). Depuis le renouvellement de l'Entente auxiliaire sur le développement industriel², vingt

² L'Entente auxiliaire prendra fin le 31 mars 1997. Elle s'élève à 300 M\$, 140 M\$ étant fournis par le Québec et 160 M\$ par le gouvernement fédéral.

dossiers concernant le Grand Montréal ont été soumis dont 19 au titre de l'EADI 91 et 4 à celui de 85. Dix sept demandes ont été approuvées dont 13 pour l'EADI 91. Dix entreprises ont accepté les propositions, huit au titre de l'EADI 91 et deux de l'EADI 85. Il y a lieu de signaler que le gouvernement du Québec débourse 50 % des 74,8 M\$ consentis, le reste étant à la charge du fédéral. Au total les projets en cours totalisent 920,5 M\$.

La deuxième mesure retenue vise la réalisation du projet Soligaz (mesure 05) qui peut contribuer à relancer l'industrie pétrochimique montréalaise et rendre l'industrie pétrochimique québécoise plus concurrentielle en lui donnant accès, sur une base économique et sécuritaire, aux liquides de gaz naturel (LGN), notamment le propane et le butane. L'autorisation de construire ne pourra cependant pas être accordée tant et aussi longtemps que des contrats d'approvisionnement à des conditions adéquates n'auront pas été signés et que des preuves de la viabilité de Pétromont n'auront pas été fournies. La réalisation du projet a donc été reportée, dès 1993.

La troisième mesure concerne la promotion des investissements étrangers (PAPIE) (mesure 06). Il s'agissait à l'origine d'appuyer les efforts de nos firmes de génie-conseil dans leur recherche de projets d'investissements où elles pourraient être appelées à jouer un rôle de maître d'oeuvre. Les cabinets d'architectes et d'avocats pouvaient aussi en profiter. La mesure a été abandonnée à l'été de 1994 à la suite de compressions budgétaires. Au total depuis la mise en œuvre de la mesure, 239 000 \$ ont été versés et 55 000 \$ engagés.

2 B Renforcer la position concurrentielle du Grand Montréal et son rôle de porte d'entrée du transport en Amérique du Nord et de plaque tournante du trafic conteneurisé international

Cet objectif compte quatre mesures. Il s'agissait de traduire en un plan d'actions concrètes, l'objectif général que le CMPDGM s'était fixé plus spécifiquement pour le ferroviaire et le maritime, les deux modes de transport les plus importants pour la région.

La première mesure concerne le transport ferroviaire (mesure 07). S'agissant de la privatisation du CN, le MTQ formule le vœu qu'elle soit étalée dans le temps. On pourrait commencer par les lignes régionales et passer ensuite aux lignes principales.

Enfin, un comité interministériel a été mis sur pied pour examiner la fiscalité dans le secteur ferroviaire. Un contrat d'étude des paramètres fiscaux a été attribué à Peat Marwick suite à un appel d'offres. Une autre étude sur la fiscalité est menée par l'Association des transports du Canada. Le MTQ y a contribué.

Une intervention majeure du MTQ dans le transport ferroviaire urbain a été amorcée en juin 1992. La modernisation du train de banlieue de Deux-Montagnes comporte des équipements spécialement développés pour le réseau du Grand Montréal, dont les perspectives d'exportation sont intéressantes, notamment en ce qui a trait au matériel roulant et à l'électrification. Bombardier, en consortium avec Siemens, Arno et Canac International, convoite des projets au Mexique et en Asie en utilisant le type de voitures développées pour la ligne Deux-Montagnes. Le

coût total du projet Deux-Montagnes s'élèvera à 278 M\$. La principale phase des travaux aura lieu à l'été 95. Les travaux en cours seront complétés en 1995 et les déboursés ont été étalés sur quatre années financières.

La seconde mesure a trait au camionnage (mesure 08). Le MTQ devait examiner les moyens de favoriser le développement de liens plus étroits entre ces deux modes. Dans le même ordre d'idée, le Ministère se disait disposé à participer à la réalisation d'une étude de faisabilité sur l'implantation éventuelle d'un terminal intermodal satellite dans la région de Montréal. Dans le premier cas, le MTQ a mené une consultation ministérielle pour le développement d'une politique de transport des marchandises qui englobe les autres modes de transport et qui débouchera éventuellement sur un plan de transport pour le Grand Montréal. Le jeudi 30 mars 1995, le Ministre des Transports a rendu publique la phase 1 du plan intitulée Choisir: diagnostic et orientations.

Dans le deuxième cas, l'étude en collaboration avec la CUM est terminée depuis juin 1993. Les données ont été codifiées et une ébauche d'analyse a été fournie au ministère. Le rapport de la partie sur le transport routier est en phase de validation de données depuis plus d'un an. La sortie du rapport est reportée à une date indéterminée. Il est donc trop tôt pour tirer quelque conclusion que ce soit sur la construction d'un éventuel terminal intermodal satellite dont l'initiative devrait venir d'entreprises de transport, de préférence d'une grande compagnie ferroviaire.

La troisième mesure concerne le transport maritime (mesure 09). Le gouvernement avait promis d'ajuster sa politique fiscale à celle du fédéral qui avait décidé d'exempter les compagnies étrangères qui ont un siège social au Canada. Cela a été fait.

La Table de concertation sur l'industrie maritime de Montréal, dont la création était annoncée, s'est mise à l'oeuvre en novembre 1991. Elle a réalisé cinq études: une consistant à évaluer les avantages compétitifs du Port de Montréal dans le transport par conteneurs; une autre sur l'avenir des marchandises générales non conteneurisées, des vrac liquides et des vrac solides, autres que les grains, dans le système Saint-Laurent/Grands Lacs; une troisième sur la technologie maritime; une quatrième sur l'élaboration d'une mission globale et d'un plan stratégique pour le Port de Montréal; et enfin, un examen des alternatives institutionnelles pour l'actuelle Société du Port de Montréal. De plus, la Table a élargi son mandat à l'étude des problèmes particuliers dans la manutention des marchandises dans le port. Le rapport de la Table a été déposé le 23 août 1994.

Le ministère des Transports s'intéresse aussi à l'avenir de la Garde côtière et suit le dossier des conventions collectives des syndicats des débardeurs dans la région de Montréal. Les coûts de main-d'oeuvre sont assez élevés par rapport aux autres ports américains et les exigences syndicales risquent d'entraîner une hausse des tarifs pour les compagnies maritimes. Enfin, on nous annonce qu'en juin 1995 le gouvernement fédéral a l'intention de présenter une nouvelle politique maritime.

La quatrième mesure a trait au transport aérien (mesure 10). Dans le but de mieux prendre en compte les besoins du milieu en matière de fret aérien, la direction du transport multimodal a formé un comité de suivi de l'étude en cette matière réalisée pour le Gouvernement. Il est composé de représentants des

aéroports de Montréal (ADM), de l'Association du cargo aérien de Montréal, du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie ainsi que du service des politiques en transport multimodal. Ce comité examinera les recommandations de l'étude et veillera à l'implantation de certaines actions qui y sont proposées.

Une étude sur l'évolution du transport aérien domestique au Québec a débuté à la fin de 1994. C'est la firme SNC en collaboration avec l'IIFGA (Institut International de Formation en Gestion Aéronautique) qui a reçu le mandat. Tourisme Québec pour sa part collabore avec les Aéroports de Montréal au programme «SUPER-STOP» Montréal, au programme Forfait-Montréal et au programme Air-Mer.

3^e axe: Valoriser pleinement les ressources humaines.

Cinq objectifs ont été fixés par le Plan stratégique en matière de ressources humaines. Le premier consiste à soutenir la création de l'emploi au niveau local. Il s'agit aussi d'accroître la qualification professionnelle des ressources humaines, la persévérance et la réussite scolaires et de renforcer les mesures d'adaptation. Enfin, le cinquième objectif vise à favoriser l'intégration des communautés culturelles.

3 A Soutenir la création d'emploi au niveau local

Cet objectif comporte quatre mesures. La première veut élargir l'appui aux initiatives locales de promotion de l'emploi (mesure 11). En ce qui a trait aux dix premiers mois de l'exercice 1994-1995, 105 projets, touchant 2 032 participants, ont bénéficié de l'aide financière de l'État, dont 2 M\$ proviennent du Plan stratégique.

La deuxième mesure consistait à entreprendre une expérience pilote d'une durée maximum de deux ans dans le but d'inciter les employeurs situés sur le territoire de la Ville de Montréal à participer davantage au Programme d'aide à l'intégration en emploi (PAIE) (mesure 12). Chaque contrat PAIE équivaut à un emploi pour un prestataire de la sécurité du revenu pour une période minimale de six mois. Il s'agissait d'améliorer les incitatifs financiers offerts.

Il y a lieu de signaler que depuis le 1^{er} janvier 1993, la bonification de 120 \$/semaine par contrat à 160 \$/semaine, a été étendue à l'ensemble du Québec.

La troisième mesure prévue vise la création d'un fonds d'aide à l'innovation pour favoriser l'intégration des chômeurs de longue durée en milieu du travail (mesure 13). Pour l'exercice 1993-1994, 14 nouveaux projets ont été retenus. Si on tient compte de ceux qui avaient déjà débuté durant l'exercice précédent et qui se sont poursuivis, 619 participants ont bénéficié de l'aide gouvernementale. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 94-95, 26 nouveaux projets ont été autorisés touchant 304 participants. 1,2 M\$ auront été versés au cours de l'exercice.

La dernière mesure de l'objectif a pour but de soutenir le parrainage des PME par les grandes entreprises (mesure 14). Le ministère assume une partie du salaire du spécialiste libéré temporairement (30 \$ l'heure pour un maximum de 4 000 \$) pour fournir une aide technique à une PME en phase de démarrage ou de réorganisation. Pour les neuf premiers mois de 1994-1995, 87 projets ont été au coût de 0,3 M\$.

3 B Accroître la qualification professionnelle des ressources humaines

Le deuxième objectif de l'axe comprend sept mesures. Le Plan envisageait d'abord d'apporter, par l'entremise du MEQ, une aide gouvernementale de 5 M\$ à la création d'une école des métiers du plastique dans le sud-ouest de Montréal (mesure 15). Le projet a été modifié en cours de route. La Polyvalente Saint-Henri est plutôt une école multi-sectorielle offrant un programme portant sur la fabrication des moules et le moulage des plastiques, qui a débuté en mars 1993. Elle serait trop petite d'après le MEQ pour accueillir une véritable école du plastique.

Deux des cinq millions prévus au budget ont été affectés au plastique et les trois autres doivent servir à organiser les lieux pour l'enseignement des programmes en mécanique industrielle et en mécanique d'ascenseur. Une demande déposée par le MEQ au Conseil du trésor visant à autoriser le versement d'une somme de 2 M\$ pour le programme en mécanique d'ascenseurs a été agréée le 22 juin 1994.

La deuxième mesure prévoyait la mise en place d'un Centre de ressources technologiques en communications graphiques devenu l'Institut des communications graphiques du Québec au CEGEP d'Abitibi (mesure 16) comportant une douzaine de laboratoires occupant 30 000 pieds carrés. Le gouvernement devait prendre les mesures requises pour la réalisation des travaux de planification, ce qu'il a fait en versant 0,1 M\$ au Cegep par l'entremise du MICT au cours des exercices 1992-1993 et 1993-1994.

Le financement à court terme du projet pose problème au niveau du fonds de roulement, principalement dû au fait que les souscriptions privées sont échelonnées sur cinq ans. Pour remédier à cette situation, le Conseil d'administration a autorisé une demande de prêt de 3,5 millions \$ devant servir à la construction de l'édifice et une demande de marge de crédit pour couvrir les opérations courantes. Le coût initial de la construction de l'édifice s'élève à quelque 5 millions \$. Par ailleurs, les besoins de superficie de planchers de l'Institut ont été réévalués à la hausse; celle-ci passera de 3 000 à 4 100 mètres carrés.

La troisième mesure de l'objectif vise à étendre progressivement le régime d'apprentissage en milieu de travail (mesure 17). Depuis l'implantation du projet en février 1994, une centaine d'ententes individuelles d'apprentissage ont été conclues dans le Grand Montréal. Le plastique, le vêtement et l'électronique ont également fait l'objet d'interventions d'analyse de pertinence et de concertation. Les métiers de pâtissier, d'outilleur-mouliste, de technicien-réparateur de véhicules récréatifs, de mineur, de pressiers et d'abatteur sont au stade de développement et devraient produire quelque 150 ententes en 1995. Le coût pour 1994-1995 sera de 0,11 M\$. La SQDM a fait de l'extension du régime d'apprentissage en milieu de travail l'une de ses priorités.

La quatrième mesure mise de l'avant, avait pour objet d'assister financièrement les adultes qui poursuivent des études professionnelles. **SPRINT (mesure 18)** prévoit des subventions et des prêts individuels aux travailleurs et des incitatifs fiscaux. Opérationnelle depuis septembre 1992, la mesure, quoique non spécifique au Grand Montréal, lui réserve quelque 60 % de ses crédits. Au 28 février 1995, 1 877 demandeurs s'étaient inscrits depuis le début de l'exercice dans l'ensemble du Québec. Durant la même période, 919 ont terminé leur formation. Le temps de traitement des dossiers a été considérablement réduit grâce à la simplification des procédures. Il se situe maintenant à trois semaines.

La cinquième mesure consiste, avec l'aide du MMSRFP, à améliorer la contribution des ressources humaines à la qualité des produits, (**mesure 19**) en accroissant les ressources consacrées à la formation de comités d'adaptation de la main-d'œuvre (CAMO). S'agissant des neuf premiers mois de l'exercice 1994-1995, 39 nouveaux comités ont été créés. Au total pour l'exercice, 0,5 M\$ est prévu.

La sixième mesure vise à encourager financièrement l'embauche dans les PME de spécialistes en développement de ressources humaines (**mesure 20**). Durant l'exercice 1994-1995, 55 entreprises se sont prévaluées de la mesure. Les projets présentés s'inscrivent tous dans des projets d'expansion de l'entreprise et d'adaptation de la gestion des ressources humaines au défi que doivent relever les entreprises pour assurer leur compétitivité sur le marché.

Enfin, la septième mesure adoptée prévoyait l'implantation à Montréal de la principale place d'affaires de la nouvelle Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (**mesure 21**). La chose est faite. Cent dix-neuf des 254 postes du noyau de base sont pour l'instant localisés à Montréal.

3 C Accroître la persévérance et la réussite scolaires

Le plan d'action gouvernemental visait à réduire le décrochage de 20 % entre 1992-1996 (**mesure 22**), mais comme il ne remonte qu'à juin 1992 et qu'il faudra attendre un certain temps avant de pouvoir constater ses résultats et son impact sur le taux de diplomation à l'École secondaire. Les données pour 1994-1995 ne sont pas disponibles.

Durant l'année scolaire 1993-1994, seconde année de mise en oeuvre du Plan d'action sur la réussite éducative, il y a eu reconduction des mesures de l'année précédente relatives aux milieux économiquement faibles, au soutien alimentaire des élèves et à l'insertion sociale professionnelle (32,7 M\$ pour le Grand Montréal, incluant les compléments de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière). Dans le cadre de ce Plan, 2 805 projets concernant la réussite scolaire ont été retenus durant l'exercice pour une somme de 17 499 302 \$. En ce qui a trait aux milieux économiquement faibles et à l'insertion sociale professionnelle, les montants pour l'exercice 1993-1994 sont respectivement de 4 096 517 \$ et de 2 284 713 \$.

3 D Renforcer les mesures d'adaptation

Deux mesures sont mises de l'avant dans le Plan à ce titre. S'agissant du

Programme d'adaptation de travailleurs âgés (PATA) (mesure 23), le gouvernement fédéral n'a pas accepté de modifier les critères pénalisant les municipalités de grande taille. Le MMSRFP a cependant réexaminé divers scénarios susceptibles d'aider un plus grand nombre de bénéficiaires avec les budgets disponibles et le gouvernement québécois a modifié les seuils et les modalités d'attributions aux bénéficiaires. Par ailleurs, le fédéral n'étant pas d'accord pour une intervention sectorielle dans le cadre de ce programme, les 5,7 M\$ par année prévus ne sont pas déboursés.

La deuxième mesure prévue porte sur la création par le MMSRFP, en collaboration avec les entreprises, de fonds d'adaptation des travailleurs licenciés (mesure 24). Quarante-six comités ont fonctionné durant l'exercice 1992-1993 pour aider 6 778 salariés visés par des licenciements collectifs. Le Programme d'aide aux personnes licenciées (PAPL) est devenu opérationnel à la fin de décembre 1992. Les nouvelles mesures de formation et d'aide financière (frais de garde et frais de recherche d'emploi) sont donc disponibles pour les salariés licenciés. Les déboursés du gouvernement du Québec sont de 1 M\$ pour l'exercice.

Treize comités d'aide au reclassement ont été constitués; les personnes licenciées par 64 entreprises ont été référées à des comités de reclassement à entrée continue (CREC) et 19 protocoles d'ententes ont été signés avec des entreprises qui ont financé elles-mêmes des plans de reclassement des personnes qu'elles ont licenciées. Des activités de formation ont été financées à même le budget du programme pour 150 personnes licenciées comparativement à 48 pour l'exercice 1993-1994.

3 E Favoriser l'intégration des communautés culturelles

Quatre mesures avaient été retenues pour rencontrer cet objectif. La première avait pour but de lier étroitement le recrutement ou la sélection des immigrants indépendants aux besoins des industries de haute technologie (mesure 25). Près de 700 candidats ont été acceptés au cours des six premiers mois de l'exercice. Le groupe professionnel des analystes, des programmeurs en informatique et des travailleurs assimilés rassemble à lui seul la moitié des candidats sélectionnés dans des professions reliées aux industries de haute technologie. Les ingénieurs constituent maintenant le deuxième groupe en importance après avoir longtemps dominé.

En ce qui a trait à la deuxième mesure portant sur le développement des procédures flexibles et rapides pour le recrutement des chercheurs et des spécialistes de haut niveau (mesure 26), elle doit faire l'objet d'une collaboration avec le MICST pour rejoindre les entreprises et les associations sectorielles concernées.

Des échanges ont eu lieu entre le MCCI et le MICST afin de trouver des procédures pour faciliter le recrutement de chercheurs et de spécialistes de haut niveau. Ces efforts de collaboration n'ont cependant pas permis jusqu'à maintenant d'adopter de nouvelles procédures pour faciliter le recrutement de cette catégorie de travailleurs.

La troisième mesure portant sur l'attention particulière à apporter au recrutement d'entrepreneurs oeuvrant dans les secteurs de la fabrication, du tertiaire moteur et des technologies de pointe (mesure 27). Un fort pourcentage des établissements en affaires d'entrepreneurs intervient dans le commerce de détail, le commerce de gros et dans la restauration. Pour 1994, 8 % des 506 immigrants entrepreneurs ont acheté ou lancé une entreprise manufacturière.

Enfin, la quatrième mesure porte sur l'identification des moyens permettant de mieux utiliser le réseau de contacts des gens d'affaires immigrants (mesure 28). Beaucoup de projets d'affaires sont orientés vers la création de maisons de commerce en import-export en collaboration avec les différents partenaires.

4^e axe: Renforcer le soutien au développement des marchés

Quatre objectifs avaient été fixés afin de renforcer le soutien au développement des marchés. Il s'agissait d'augmenter les possibilités offertes par certains services en croissance notamment les activités internationales, le tourisme et la culture. Le Plan stratégique visait aussi l'accroissement de la capacité d'adaptation des secteurs traditionnels, la diversification des marchés d'exportation et il voulait favoriser la participation de l'ensemble du Québec au réseau international du Grand Montréal.

4 A Augmenter les possibilités offertes par certains services en croissance, notamment les activités internationales, le tourisme et la culture.

La première mesure de cet objectif vise la création, par les trois niveaux de gouvernement, du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) (mesure 29). La chose est faite et la contribution annuelle de 0,5 M\$ du MAI a été versée encore cette année. Le FODIM a pour objectif de renforcer le rôle international de Montréal. Il est géré par la Société du centre de conférences internationales de Montréal (SCCIM)

Au cours de la dernière année, les dossiers suivants ont été traités: Union internationale pour la conservation de l'eau et la Commission sur les forêts et le développement durable, transfert de Vienne à Montréal de l'International Council of Social Welfare, l'implantation d'un bureau de l'UION-Union mondiale pour la nature, l'implantation de l'Entente en environnement conclue parallèlement à l'ALENA, Secrétariat restreint du projet du Réseau mondial d'échanges pour le transfert des connaissances dans le domaine routier (Congrès de la route de 1995), Organisation mondiale des villes et Fédération internationale des gynécologues et obstétriciens. Le FODIM s'est engagé à accorder une subvention de 400 000 \$ pour autant que la Commission nord-américaine de coopération environnementale s'implante dans la Cité internationale.

La deuxième mesure a pour but l'accroissement du marché d'exportation du secteur touristique (mesure 30).

Le gouvernement du Québec a participé à la modernisation du Jardin botanique. Il examine la possibilité d'agrandir, voir doubler, la superficie du Palais des congrès

et se penche sur les modifications à réclamer aux autorités fédérales pour que les bateaux de croisières internationales puissent ouvrir des casinos à l'intention des voyageurs dans les eaux québécoises.

S'agissant de la mesure visant le soutien au développement du secteur culturel (mesure 31), il y a lieu de souligner l'adoption de la Politique culturelle du Québec, la création du Conseil des Arts et des Lettres et de la Société de développement des entreprises culturelles (SODECO). Le plan de consolidation des équipements d'envergure internationale se poursuit. À ce titre Carbone 14 a obtenu 8,1 M\$. En ce qui a trait au Cadre de vie, le projet Vieux Montréal a reçu 2,5 M\$. Le programme d'Aide à la restauration a été réservé à la hauteur de 70 %, soit 0,5 M\$, au patrimoine religieux. Le programme d'infrastructures Canada-Québec a aussi été mis à contribution en 1994.

En novembre 1994, le gouvernement a annoncé l'octroi d'une subvention de 4,7 M\$ à l'Institut national de l'image et du son pour ses cinq premières années de fonctionnement. En mars 1995, il participait à la hauteur de 6 M\$ à la revitalisation du Théâtre du Nouveau Monde.

4 B Accroître la capacité d'adaptation des secteurs traditionnels

La première mesure de cet objectif concerne la création et le développement d'associations industrielles sectorielles (mesure 32). Dans le cadre du PAASIQ - Volet II, l'Association des fabricants de meubles, l'Association des fabricants en couture et les fabricants de chaussures se sont qualifiées pour l'aide du MICT. L'AMFQ a lancé, en décembre 1994, un nouveau programme visant à réduire les coûts de livraison aux USA. Elle a reçu 0,2 M\$ durant l'exercice. Le Groupement de sous-traitance à l'exportation des entrepreneurs en couture a reçu pour 1994-1995 20 000 \$. Un groupe de quatre fabricants de l'industrie de la chaussure agissant sous la raison sociale PROBEC Inc a été formé et recevra 60 000 \$ pour l'exercice 1994-1995.

La deuxième mesure vise l'appui de 2 M\$ à l'Association Liaison Design. (mesure 33). Au début d'avril 94, la banque de données de demandes de maillage a commencé à fonctionner. Un constat s'impose: il existe une grande faiblesse au Québec en matière de gestion du design dans l'entreprise. Le MICTST veut y remédier. Le 16 mai 1995, une trentaine d'entreprises ayant implanté le design industriel rencontreront des dirigeants de PME afin de leur faire part des avantages qu'elles en ont retirés.

La dernière mesure de l'objectif visait à soutenir la création de l'Institut du design de Montréal (mesure 34) qui a pour but d'accroître les connaissances et les recherches dans cinq sphères. L'Institut lancé officiellement le 3 avril 1993 a pris un nouveau départ avec l'arrivée de monsieur Bernard Lamarre à sa tête. Innovatech du Grand Montréal consacre quelque 2,25 M\$ à cet organisme en partenariat avec le secteur privé. L'Institut procède régulièrement à de nouveaux concours qui rencontrent du succès auprès des designers.

4 C Diversifier les marchés d'exportation

La première mesure envisagée a pour but de rendre les maisons de commerce admissibles aux programmes d'aide existants (mesure 35). La chose est faite depuis plus de deux ans. La deuxième mesure qui a pris fin en mars 1994 visait l'encouragement du perfectionnement du personnel des maisons de commerce (mesure 36). Le MICST a accepté sept demandes, dont quatre en 93-94.

La troisième mesure a pour objet l'appui à l'implantation d'une nouvelle maison de commerce (mesure 37). Les démarches entreprises par le MAI, pour soutenir la mise en place par le secteur privé de cette maison de commerce devant assurer une présence québécoise importante en matière de commerce de contrepartie n'ont pas dégagé la masse critique d'entreprises nécessaire et le ministère évalue l'opportunité de s'appuyer sur une société déjà en existence.

4 D Favoriser la participation de l'ensemble du Québec au réseau international du Grand Montréal

Deux mesures sont mises de l'avant. La première concerne la mise en place de la Maison des régions (mesure 38). Son lancement officiel a eu lieu en mars 93.

Des démarches ont été faites auprès du CRIQ pour que la Maison des régions puisse intégrer les banques de données de cet organisme à son produit «vitrines des régions» sur CD-ROM et une entente aurait été conclue en 1994 qui permettrait aux deux organismes de commercialiser les produits de l'autre. Le niveau d'autofinancement de l'organisme qui se situe autour de 10 % fait problème.

Le projet de Centre de distribution des produits marins (mesure 39), a changé de mains au début de l'automne 92. Le Marché Central Métropolitain qui l'a piloté pendant un temps a déposé, en mars 1994, une étude de faisabilité technique, économique et financière sur l'implantation éventuelle d'un tel centre sur son site. Il s'agissait d'un terminal comprenant huit baies desservies par un quai commun, soit une superficie au sol de 35 300 pieds carrés. Les surfaces auraient été livrées seulement avec les services de base, l'aménagement intérieur étant laissé au gré et aux frais des locataires. Les résultats de l'étude devaient permettre au promoteur de cerner les coûts du projet avec exactitude et décider de sa poursuite ou de son abandon. Ce dernier a demandé une aide financière que le MAPAQ n'a pu lui donner.

Le coordonnateur général des mesures
du Plan stratégique du Grand Montréal,

JEAN-GUY LAVIGNE

1995-04-03

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

24- Liste des membres du personnel permanent, occasionnel, temporaire ou contractuel qui ont siégé comme commissaire ou travaillé aux commissions régionales itinérantes sur la souveraineté :

- nature du travail;
- mode de rémunération;
- durée de l'assignation;
- dépenses encourues et leur nature.

Réponse:

La réponse sera fournie par le Secrétariat des commissions régionales lors de l'étude des crédits de cette commission.

Québec, 1e 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 25- Liste du personnel libéré pour les négociations à venir dans la fonction publique :
- la masse salariale prévue à cet effet;
 - le nombre de jour par employé prévu.

Réponse:

Ne s'applique pas au Secrétariat au développement des régions, le personnel n'étant pas syndiqué.

Québec, 1e 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

26- La liste du personnel rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- acceptation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

Réponse :

Aucun employé

Québec, 1e 28 mars 1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 27- La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :
- acceptation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire.

Québec, le 28 mars 1995

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 884

QUESTION: 27

PROGRAMME 04

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	SALAIRE \$
Fortin, Paul-Arthur	Fondation Entrepreneurship	Fondation Entrepreneurship	96 567,00
Deland, Pierre	Société de développement économique de la région sherbrookoise	Société de développement économique de la région sherbrookoise	86 734,00
McDonough, Bryant	Comité de concertation de l'Île de Montréal	Commission régionale de Montréal	77 733,00
Boucher, Laurent	Université Laval	Université Laval	70 396,00
Tremblay, Georges Albert	Fédération québécoise pour le saumon de l'Atlantique	Retraite le 27.06.94	70 396,00
Gagné, Florent		Fédération québécoise pour le saumon de l'Atlantique	70 396,00
Demers, Jean	Conseil régional Chaudière-Appalaches	Commission national sur l'avenir du Québec	57 527,00
Nadeau, Jean	La Triade	Pré-retraite le 13.09.94	57 527,00
Tremblay, Lionel	Association touristique régionale de Charlevoix	Retraite le 02.11.94	57 527,00
Tremblay, Robert	Comité de mise en valeur sur le Richelieu	Comité de mise en valeur sur le Richelieu	57 527,00
Labine, Serge	Secrétariat régional de l'Outaouais	Université du Québec à Hull	88 000,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
(programme 07)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

28- La liste des cadres et hauts fonctionnaires (adm. d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied :

- salaire;
- date du changement;
- primes de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

Réponse:

La réponse sera fournie par le Secrétariat aux emplois supérieurs.

Québec, le 28 mars 1995